

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI
10

DÉCEMBRE
1975

N° 55
1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

en europe des régimes autoritaires se dressent contre les travailleurs

L'offensive du gouvernement giscardien contre les libertés des travailleurs ne cesse de se développer chaque jour. C'est l'utilisation systématique de la police contre les travailleurs en lutte, c'est la Cour de Sécurité de l'Etat qui sert aujourd'hui contre des soldats et des syndicalistes. Le pouvoir n'en est plus aux discours menaçants dans le style de l'hystérie anti-communiste de Poniatowski ou de ceux que Chirac a tenus devant les jeunes de l'UDR.

Par l'augmentation du chômage, la hausse considérable du coût de la vie, l'intensification du travail, le blocage des salaires, le gouvernement fait reposer sur le dos des travailleurs une crise qu'il ne peut maîtriser. Il lui faut alors aller encore plus loin. En prévision de mouvements d'importance de la classe ouvrière, il veut s'assurer de la capacité de son armée à s'y opposer.

Si, pour faire payer sa crise, la bourgeoisie en vient à remettre en cause les quelques libertés démocratiques dont jouissent les travailleurs, c'est qu'elle peut de moins en moins assurer le maintien de son pouvoir par le recours à des modèles de collaboration de classe, fondés sur une «communauté d'intérêts» entre exploités et exploités.

En Allemagne, on assiste à un phénomène analogue. La bourgeoisie veut s'assurer la totale fidélité de tous les membres de son appareil d'Etat en appliquant une loi qui exclue de l'administration tous ceux qui sont suspectés d'opinion «marxiste». Cette décision laisse présager une vaste répression contre la classe ouvrière elle-même.

Si les deux «Grands» de l'Europe que sont la France et l'Allemagne en viennent à un renforcement répressif, anti-populaire, si l'on assiste à la mise en place de régimes autoritaires, c'est que la bourgeoisie de ces pays envisage la solution, la pire qui soit, pour maintenir sa domination, pour faire payer sa crise aux travailleurs.

Il n'est pas anodin, pour l'avenir, que Giscard et Schmidt aient apporté leur appui au régime fasciste d'Espagne à l'occasion du couronnement du roi Juan Carlos. Certes, ils se donnaient un prétexte. Celui de favoriser la «libéralisation» du régime de l'Espagne en faisant peser sur elle le poids des régimes démocratiques européens.

Mais la réalité est bien différente. Cette «libéralisation» s'avère chaque jour un leurre. La continuité du franquisme est bien assurée par la reconduction du premier ministre de Franco, Arias Navarro. La libération des prisonniers politiques ? On en libère une dizaine pour en arrêter 200 quelques jours après. Le franquisme sans Franco, telle est la politique que se fixe Juan Carlos.

suite p. 4

la répression continue 34 INCULPES

Marchais, Mitterrand, Seguy, cautionnent
l'emprisonnement des soldats

voir page 4
LIBERER LES SOLDATS
ET LES SYNDICALISTES EMPRISONNES



Marchais, Mitterrand, Seguy ont d'une même voix, condamné la manifestation de vendredi dernier, appelée par la CFTD

liban

«ILS SONT VENUS POUR
TUER»

déclare le Docteur Morin,
de retour des camps bom-
bardés

Dans la nuit de lundi à mardi, en présence de l'OLP, le conseil de sécurité se préparait à condamner les raids meurtriers d'Israël contre les camps palestiniens. Les Etats-Unis l'ont empêché en utilisant leur veto. Le témoignage du Docteur Bernard Morin, qui faisait partie de la délégation envoyée par l'Association Médicale franco-palestinienne nous montre quels crimes les USA encouragent en soutenant l'Etat d'Israël.

Quotidien du Peuple : Vous rentrez du Liban, après avoir visité les camps bombardés par les Israéliens la semaine dernière. Qu'avez-vous vu ? Quels étaient les objectifs de ces raids ?

Dr Bernard Morin : Nous avons été mandatés par l'association médicale franco-palestinienne pour aller voir rapidement au Liban et constater les effets des bombardements de mardi dernier.

Voir page 8

Dijoud cher-
che des vo-
lontaires

Trente six mille travail-
leurs immigrés touchent
actuellement des indemnités
de chômage. Le gouver-
nement a décidé de
remédier à cette situation.
Dijoud vient de proposer
en conseil des ministres
des mesures d'un libéralis-
me très avancé.

Va-t-il augmenter les in-
dennités de chômage ?
Va-t-il créer de nouveaux
emplois ? Non, il a trouvé
mieux. Il va prendre des
mesures pour favoriser le
retour volontaire des im-
migrés dans leur pays. Il
s'agit là d'un net progrès
par rapport à la politique
menée jusqu'à mainte-
nant. Avant on expulsait,
maintenant les départs se-
ront volontaires. Dijoud
n'a pas encore indiqué
comment il s'y prendrait
pour trouver les volontai-
res ; mais il ne manque pas

res ; mais il ne manque pas
de moyens. Par exemple,
la suppression de l'allocation
de chômage. A moins
qu'il ne confie à la police le
soin de désigner les volon-
taires au retour.

Serge LIVET

ACCIDENTS DE TRAVAIL

SMN :
un ouvrier
écrasé entre
2 wagons

SACILOR -
NORD
FRANCE :

Lundi matin à 11 H. à
l'usine SMN de Caen,
Jean-Claude Thomas, ou-
vrier au manœuvre-lami-
noir, était tué, violen-
ment écrasé entre 2 wa-
gons. Cet assassinat à la
SMN est le 4° depuis jan-
vier de cette année. S'y
ajoutent quotidiennement
les mutilations, comme
les 2 blessés graves il y a
tout juste un mois.

«Faire la véri-
té, c'est per-
mettre de
développer
la lutte»

voir article
p. 6

dans notre courrier

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h. 30 à 13 h.

en réponse aux lecteurs d'Amiens

Je suis entièrement d'accord avec la lettre des lecteurs d'Amiens. En effet, si le Quotidien du Peuple continue à s'améliorer, il n'est pas encore pour autant vraiment le Quotidien du Peuple.

Par exemple, l'article de Grégoire Carrat sur les États-Unis est très difficile à comprendre pour quelqu'un qui ne s'y connaît pas déjà un peu en matière d'économie, de budget... Alors que le quotidien doit faire en sorte que le peuple lui aussi puisse s'emparer de questions telles que la crise qui secoue les USA ; le Quotidien du Peuple aurait dû montrer que cette super-puissance qui sert si longtemps de modèle à notre bourgeoisie est foutue, que la « société de consommation », à la fois en France et aux États-Unis, c'est du bidon.

Sur la rubrique télé, entièrement d'accord sur la critique adressée à Villard : il faut bannir systématiquement le style stéréotypé ; par exemple, la dernière phrase de ses articles a souvent été : « on voit bien là la politique de Ponia... ». Son article sur la grève à la télé (jeudi 4 décembre) est incompréhensible et dogmatique : il ne dit même pas quelles sont les revendications des travailleurs de l'ORTF. C'est bien joli de taper sur la CFDT, mais on ne sait pas pourquoi... il est difficile de se faire une opinion.

Camarades, le peuple, c'est lui qui souffre de l'exploitation capitaliste. C'est ce que vous dénoncez dans le journal, et ceci mieux que tout ce qui s'est fait dans notre pays jusqu'à

aujourd'hui. Mais aussi, le peuple, c'est la vie, c'est la volonté de changer alors que le capital, c'est l'immobilisme, la mort. Notre quotidien, pour qu'il soit vraiment porteur de cette vie, doit absolument être à la portée de tout le peuple, il doit être attirant, par des photos, des caricatures... Ce que je propose, c'est que chaque lecteur du journal organise, à l'occasion des fêtes de fin d'année, lors des réunions de famille ou entre amis, une discussion sur le quotidien. Lors de ces réunions, on est heureux de se retrouver, de

discuter de tout un tas de problèmes... Il faut en profiter pour montrer que, dans la société qu'on veut, ce sera souvent comme ça, qu'on fera tout pour rejeter l'individualisme, l'égoïsme, le chacun chez soi, le chacun pour soi ; et que notre quotidien, il montre déjà ce que sera notre vie quand on aura le pouvoir, une vie enfin libre.

Pour des lendemains qui chantent, vive le Quotidien du Peuple !

A. V. Asnières

pour vous remercier d'avoir passé notre communiqué

Je vous écris pour vous remercier d'avoir passé dans votre édition du mercredi 3 décembre le communiqué annonçant la conférence-débat que nous avons organisée ce jour-là à la Maison des Mines sous le titre : Sionisme et apartheid, un même racisme.

La réunion a été un succès. Environ 150 personnes sont venues et le débat a été très animé. Le racisme de l'État d'Israël a été dénoncé de façon très concrète, car il y avait dans la salle des arabes et des juifs anti-sionistes ayant vécu en Israël.

Une tentative de sabotage faite par des sionistes n'a fait que contribuer au succès de la réunion. Ils se sont présentés sournoisement comme non sionistes et ont essayé de monopoliser la parole le plus longtemps possible, en voulant écarter le débat du sujet traité et faire passer en même temps des mensonges anti-arabes et pro-sionistes. Au début, la salle voulait les laisser parler, car ils ont été très habiles ; mais elle a fini par les démasquer. Ils ont montré ce qu'ils étaient : des sionistes malhonnêtes, sournois, racistes envers les arabes et envers les noirs, et de véritables assassins, puisqu'ils ont fini par approuver les bombardements terroristes qu'Israël venait de lancer contre le Liban et

qui avaient fait plus de 200 victimes. Isolés, c'est sous les huées qu'ils ont quitté la salle.

Il est important de signaler que des juifs influencés par le sionisme sont restés dans la salle après le départ de ces saboteurs professionnels. Il ont eu droit à la parole et on a répondu à leurs questions et à leurs arguments.

Le bilan est donc très positif et nous pensons qu'il serait bon que ce genre d'initiatives se multiplie.

Dans notre lutte contre le sionisme, nous ne nous laisserons pas intimider par la violence, qui n'est qu'une preuve de faiblesse : l'intervention organisée dans notre meeting est sans doute à rapprocher de l'agression contre la librairie arabe (2, rue Saint Victor - 5^e) qui a eu lieu quelques heures plus tôt.

A bas le racisme, le sionisme, l'antisémitisme et l'apartheid !

Vive la lutte des juifs antisionistes !

Palestine vaincra !
un lecteur de la Maison des Mines



lettre d'un travailleur de Lip,

Dans bien des cas, le gaspillage est étouffé. Nous ne parlerons pas des pommes arrachées de fuel, des choux-fleurs sur les routes, et autres marchandises rendues inutilisables par les hors-la-loi, pour maintenir les prix, qui étranglent les travailleurs et en premier leurs employés, et qui n'hésitent pas à enfoncer dans leurs poches 20 millions par mois ; mais un fait significatif mérite d'être signalé.

(Suma «Le Marly» appartient évidemment au profiteur bien connu M. Mathey, PDG de la Cedis.

Ses employés, appliquant à la lettre les ordres de la direction, ont été contraints de jeter ces 20 kg de poisson à la poubelle, devant les yeux indignés de plusieurs travailleurs qui auraient pu en profiter si la marchandise avait été liquidée à bas prix.

Voilà l'anecdote suivante : Besançon, 18 h 50, quelques 20 kg de marchandises restaient à l'étalage de la poissonnerie, invendus du jour ! Ce magasin

Ils se sentent forts, ayant une soi-disant majorité avec eux ! Mais attention, Mathey et ses complices, un jour c'est toi qui prendra la place du poisson !

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Non
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

en
avant
pour le
douze
pages
six
jours
sur
sept

RASSEMBLONS

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75 924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

LES 15 MILLIONS

gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)

au kiosque
de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

unité populaire autour de St Gobain en lutte

Actuellement, les grévistes multiplient les réunions et les lettres au personnel pour faire face aux tentatives d'intox de la direction. En effet, en plus des «lettres personnelles», envoyées à tous, certains cadres vont directement au domicile des travailleurs, principalement des immigrés, et

surtout lorsque les femmes sont seules !

Pourtant, ces basses manœuvres sont un échec, des femmes de grévistes sont venues à l'usine occupée, elles ont pu se rendre compte de ce qu'était une grève et de la détermination des ouvriers. De même, des grévistes

sont allés voir des femmes d'immigrés pour leur expliquer le sens de la lutte.

C'est ainsi aussi que se crée l'unité populaire autour de la lutte de Saint-Gobain. L'unité, c'est aussi les ouvriers qui expliquent avec passion aux employés en grève eux

aussi le fonctionnement de leurs machines, c'est la découverte par les gars des somptueux bureaux de la direction : «Si il n'y avait pas eu la grève, jamais on n'aurait pu s'asseoir dans ces bureaux, ni profiter un peu de ce luxe». C'est aussi tous ces petits faits qui forment la volonté de continuer la lutte des travailleurs. Cela s'est encore réaffirmé aujourd'hui au cours d'une réunion du personnel Saint-Gobain à St-Jean-de-la-Ruelle. Il faut en effet signaler que mystérieusement les municipalités environnantes, la Chapelle-St-Mesmin et autres n'avaient pas de salles disponibles ce lundi matin, elles étaient toutes occupées...



FPA - St Etienne de Rouvray

«Réintégration des camarades licenciés»

Nous publions aujourd'hui la suite de notre interview des travailleurs du centre FPA.

Le Quotidien du Peuple : Après avoir fait des débrayages, puis manifesté, une grève de la faim est décidée. Pourquoi cette forme de lutte ? Est-elle mobilisatrice ?

—Raymond : Au départ, nous étions 200 stagiaires à nous mettre en lutte. Comme tu le sais, la CGT et la CFDT ont dénigré et saboté le mouvement, en s'appuyant notamment sur la répression des camarades immigrés, ce qui a amené la confusion. Devant cela, des camarades ont choisi la grève de la faim (avec ses limites), mais qui, pendant quelques jours a été efficace, puisqu'elle a permis de mobiliser l'extérieur, et que les stagiaires ont soutenu quelques

jours ce mouvement. La direction a d'ailleurs cédé à ce moment-là sur le droit d'affichage, etc... La grève de la faim a permis de faire connaître le problème des FPA. Aujourd'hui, nous ne nous laisserons plus faire, cela a créé un climat, c'est important !

Le QdP : Aujourd'hui, comment voyez-vous la poursuite de votre combat ?

—Pierre : les camarades ont cessé la grève de la faim qui commençait à prendre un aspect humaniste que nous voulons éviter. Alors que pendant la lutte, nous avons été soutenus par les sections de base CFDT de la chimie, de la santé, des cheminots, des PTT et par la section CGT d'Imro en lutte (impré-

merie), les directions syndicales, pour nous attaquer, ont invoqué le prétexte que la grève de la faim n'était «pas une lutte de type syndical».

—Raymond : Aujourd'hui, on vient de se dissoudre en tant que comité de soutien et de se transformer en section syndicale CFDT. Nous allons nous battre avec les organisations CFDT de base pour forcer la direction CFDT à nous accepter ! Et dès aujourd'hui, nous allons leur dire «nous arrêtons donc les formes de lutte que vous appelez «irresponsables», mais nous réclamons toujours la réintégration des camarades licenciés». Aujourd'hui, on a décidé de faire appel à tous les centres en France, pour coordonner notre action !

propos recueillis par R. FEUILLET

De son côté, «la section d'entreprise de l'UDR» (!) continue, dans les journaux, à appeler à l'agression contre les grévistes ; qu'espéraient les nervis UDR, qui l'autre jour, en voiture, sont passés devant l'usine à toute allure... en jetant des bulletins d'adhésion à l'UDR ?

L'importance des motions de soutien ainsi que maintenant le soutien financier sont de plus en plus ressentis comme nécessaires pour créer le rapport de force menant à la victoire. Nous demandons aux syndicalistes, lecteurs du Quotidien du Peuple d'envoyer le maximum de motions de soutien à l'adresse suivante :

Syndicats CFDT - CGT
Usine St-Gobain
rue du Petit-Bois
45- La Chapelle-St-Mesmin

correspondant Orléans

en bref

Bourgogne-Électronique (Dijon)

contre le chômage partiel

Le 1^{er} décembre, la direction annonçait (en réunion ordinaire du Comité d'Entreprise) sa décision de fermer l'usine du 24 décembre au soir, au lundi 5 décembre au matin. Ce qui ajoute 5 jours de «vacances forcées» aux 2 jours fériés, avec récupération sur quatre mois (mars, avril, mai, juin) selon des modalités qui n'ont pas été indiquées, ou déduction sur la paye («au choix» !).

Pour l'atelier des «résistances» qui chôme depuis 5 mois, ce sera une semaine de chômage complète (au lieu de 3 puis 4 jours par mois)... La réaction a été très vive chez les ouvrières, surtout contre le procédé de récupération. Certains pensent que le fait que cela ne commence que 2 mois après le chômage partiel, cache des licenciements collectifs à venir. Des ouvrières disent : «Ils n'ont qu'à payer le chômage ; on n'a pas à récupérer». Mais à ces idées, s'oppose la volonté grandissante d'arracher aujourd'hui la cinquième semaine de congés, en même temps qu'on fait échec au chômage !

correspondant Bourgogne-Électronique

Dufour (La Rochelle) : contre les licenciements !

La direction de l'entreprise Dufour (chantier naval pour la navigation de plaisance) à La Rochelle a annoncé 39 licenciements pour la fin de l'année et des périodes de chômage technique, dont la 1^{ère} durera du 22 décembre au 5 janvier.

Ceci, paraît-il pour «assainir» la situation de l'entreprise. La riposte des travailleurs commence à s'organiser, mais pour l'instant est paralysée par la CGT au profit de délégations à la préfecture.

correspondance La Rochelle

Bonnet (Villefranche) : «embauche définitive des intérimaires»

Douze travailleurs intérimaires sont intervenus auprès du patron de chez BIS avec un délégué CFDT de Bonnet pour exiger 0,75 F d'augmentation. Cette action a permis de faire reculer le patron qui a accepté de tenir une réunion de négociation sur l'augmentation des salaires. Les travailleurs de chez Bonnet touchent 900 F de l'heure ainsi que les autres intérimaires (alors qu'eux ne touchent que 8,25 F en tant qu'OS sur une chaîne de montage). Après cette action, il est envisagé de développer la lutte pour demander l'embauche définitive chez Bonnet !

correspondant Villefranche/Saône

LES GRANDS MAGASINS EN LUTTE

Lyon :

«NOUVELLES GALERIES : NOUVELLES GALÈRES !»

Les employés du restaurant et de la cafétéria des Nouvelles Galeries ont décidé, depuis le 1^{er} décembre, de débrayer tous les mercredi et samedi, aux jours et heures d'affluence (12 h à 14 h) pour appuyer leurs revendications :

- 100 F pour tous,
- augmentation des effectifs.

Une serveuse (depuis 2 ans à la cafétéria), nous a parlé de cette entreprise que les grévistes de Thionville en 1972 avait surnommée, à juste titre, «Les Nouvelles Galères» : «Si je travaille ici, c'est bien parce que j'ai besoin de gagner ma vie, et

encore, avec les 1 400 F par mois de salaire, c'est pas le pactol ! Ça ne peut plus aller ! Et il faut voir les conditions de travail : chacune on fait le travail de 2 ou 3 personnes ; les plongieuses sont 2 pour 448 repas et en plus elles vidant les chariots. Résultats ? Il y en a qui font des heures supplémentaires alors qu'il y a tant de gens qui cherchent du travail...». Et aux Nouvelles Galeries, il y a aussi beaucoup de travailleurs sous contrats à durée limitée : «Ils embauchent pour 2 ou 3 mois, ils licencient ou déplacent au magasin où on repart à zéro, en n'ayant jamais d'ancienneté !».



Les employés de la restauration Nouvelles Galeries ont distribué un tract aux clients et leur ont expliqué leur lutte.

La plupart ont acheté un sandwich et ont refusé d'aller manger au restaurant par solidarité ; «ces débrayages

sont un début. Il faut que le magasin entre en lutte avec nous et que les filles des Nouvelles Galeries des autres villes suivent dans l'action ! Et ça peut aussi repartir à Lyon : aux Galeries Lafayette ou au Monoprix...»

Martine GRANGE

Egé Chambéry

PAS DE CADEAU POUR LE PATRON

Depuis le 5 décembre, des employées portent un badge : «employée EGÉ, surchargées de travail, exigeons l'embauche». Et la chômeuse qui s'impose à chaque ouverture du magasin, le badge : «chômeuse, exige d'être embauchée». Ainsi, les clients comprennent que les employées sont toujours en lutte et savent pourquoi ! De nombreuses discussions s'engagent avec les clients.

Aujourd'hui, une femme qui en avait marre de faire la queue à la caisse, a laissé là son chariot et est sortie sans rien. Des clients s'organisent sur le quartier : une lettre va

être tirée en tract et distribuée devant le magasin. Jeudi, juste avant la fermeture du magasin, le directeur ne voulait pas rendre à «la nouvelle» son blouson qu'il avait trouvé sur une chaise de caissière : «Rendez la blouson, je rendrais le blouson», tous les employés sont restés et comme le patron ne cédaient pas, ils sont allés le récupérer de force. Par ailleurs, on sait que les employés de EGÉ d'Alberville sont en grève illimitée depuis mardi 2 décembre, leurs revendications : augmentation du salaire et soutien aux employées de Chambéry.

Corr. Chambéry

politique

Europe

suite de l'éditorial

Grâce à sa «subtile» diplomatie, le gouvernement giscardien nous promet une Espagne démocratisée qui pourrait alors s'intégrer à l'Europe. Mais si l'on assiste à des transformations, ce n'est pas en Espagne qu'elles se trouvent.

La constitution de régimes très autoritaires, archi-réactionnaires, anti-populaires en France comme en Allemagne, nous rapproche de celui qui sévit en Espagne et donne à l'Europe la couleur vert de gris.

Nous ne pouvons tolérer que les libertés démocratiques soient aujourd'hui progressivement remises en cause par le gouvernement Giscard-Chirac-Poniatowski. A travers les luttes que la classe ouvrière engage pour faire payer sa crise à la bourgeoisie, elle mènera aussi son offensive pour conserver le droit d'association, le droit de grève, la liberté d'opinion qui sont une aide dans le combat qu'elle livre pour en finir avec le capitalisme.

La bourgeoisie est entrée dans une crise dont elle ne se relèvera pas, car les perspectives révolutionnaires gagnent largement la classe ouvrière qui manifeste son espoir de construire enfin le socialisme dans notre pays.

Fabien VAUDOIS

«L'ACCIDENT» DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE ALLEMANDE : DÉFAUT DE CONCEPTION...

C'est maintenant prouvé, le jet de vapeur bouillante qui a tué deux ouvriers à la centrale de Gundremingen, est dû à une erreur de conception de la centrale : il y avait environ huit cents litres de vapeur «en trop» dans la conduite, libérés par une soupape. Cela prouve une fois de plus l'urgence de la lutte contre l'implantation hâtive des centrales nucléaires. Car, non seulement cet «accident» survenu dans une centrale du même type que celles programmées en France (uranium enrichi - eau légère) a brûlé deux ouvriers à mort, mais il a aussi libéré une importante dose d'éléments radioactifs, présents dans l'eau de refroidissement du réacteur.

HABY CONTRE LES LYCÉENS

Depuis quelques temps, prenant prétexte de quelques interventions du PCF dans certains lycées, Haby, ministre de l'enseignement par l'école, multiplie les déclarations contre la politique à l'école. Sa dernière trouvaille : «nous sommes pour la politique à l'école, à condition qu'elle soit incluse dans les programmes scolaires». Il peut faire confiance à son corps d'inspecteurs généraux pour rédiger ces programmes dans le sens réactionnaire et qu'il souhaite. En fait, les déclarations de Haby, et les menaces dont il fait part, sont dirigées contre le mouvement lycéen, contre le développement des idées révolutionnaires chez les lycéens et collégiens, contre toute possibilité de liaison de leur mouvement avec la classe ouvrière.

armée 34 INCULPES LA REPRESSION CONTINUE

Vendredi la CFDT manifestait à Paris sans la CGT ni les partis de l'union de la gauche, contre l'inculpation des appelés, et de ses militants et contre les opérations policières engagées contre elle dans plusieurs villes de France. Hier, à Caen il en était de même ; la CGT refusait de participer à la manifestation contre les perquisitions policières au domicile de 5 militants CFDT, réalisées sous le prétexte d'une enquête sur la séquestration du patron de l'entreprise Blaupunkt en juillet dernier. Ce matin, la

CGT refusait de rencontrer la CFDT, comme prévu, pour organiser une riposte commune.

Partout les raisons invoquées par la CGT et les partis de gauche sont les mêmes. Séguy pose comme préalable à une action commune, la condamnation par la CFDT «des agissements anti-militaristes irresponsables des groupes gauchistes et leur exclusion de toute initiative d'action». En un mot Séguy exige que la CFDT choisisse ses alliés : les partis de gauche ou les révolutionnaires, en clair, qu'elle expulse de ses rangs les militants révolutionnaires et tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans le programme commun.

Même son de cloche, mais qui s'en étonnerait ? Au PCF, refus de manifester pour exiger la libération des appelés, condamnation du mouvement des appelés qualifié de «méthodes aventuristes des groupes gauchistes ultra-minoritaires», «actes provocateurs complaisamment grossis devant l'opinion». Hier à IT 1, Marchais renouvelait ces calomnies, insinuant une complicité entre la lutte des appelés et Poniatowski. Que demandait-il ? Non pas la libération des emprisonnés et la levée des inculpations, mais l'ouverture des dossiers afin de juger la culpabilité des militants poursuivis ; et d'ajouter «s'ils sont coupables il n'y a rien à dire». Pour Marchais, le gouvernement a raison d'inculper ceux qui luttent

LA REPRESSION S'AMPLIFIE

La Cour de Sécurité de l'Etat a maintenant ouvert cinq informations judiciaires, ce qui multiplie les moyens légaux de perquisitions et d'inculpations. De fait de nouvelles inculpations sont intervenues ; au total 34 inculpations ont été prononcées et il y a 24 détenus ; certains appelés ayant été remis en liberté provisoire. Les dernières inculpations concernent 4 appelés du régiment d'artillerie de Chaumont et un instituteur de cette ville : Richard Chaudron, militant CFDT.

A Valence le parquet de Grenoble a ouvert une information judiciaire contre un appelé du 75 régiment d'infanterie. Dans ce régiment plusieurs soldats sont aux arrêts de rigueur.

contre l'armée bourgeoise, et la CFDT a tort de manifester pour eux.

La FEN, en des termes presque identiques à ceux de la CGT, a également condamné la lutte des appelés et refusé de s'associer aux manifestations proposées par la CFDT.

Au PS, il n'est pas non plus question de protester contre l'inculpation des appelés. Estier déclarait récemment que la détention des inculpés ne se justifiait pas car elle n'était pas nécessaire à la manifestation de la vérité ; ce qui est condamné ce sont les méthodes, pas l'inculpation. Dans sa conférence de presse Mitterrand a réaffirmé cette position et il s'en est pris en ces termes aux luttes des appelés : «Le parti socialiste n'a rien à voir avec les menées irresponsables de groupes actifs très réduits...»

Pour condamner les appelés, pour enjoindre à la CFDT de se débarrasser de ses éléments révolution-

naires, la gauche a donc retrouvé son unité.

Devant la menace d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, le gouvernement veut, par ses mesures de répression, obliger la direction de la CFDT à se défaire de ses militants révolutionnaires et cette manœuvre rencontre l'adhésion des partis de gauche et des dirigeants de la CGT inquiets de l'influence croissante des idées révolutionnaires dans les masses. Pour garder le contrôle des luttes des travailleurs, les partis de gauche tentent de discréditer et d'éliminer les militants révolutionnaires. Leurs pressions sur la CFDT vont dans ce sens.

Dans nos syndicats nous nous opposerons à ces manœuvres et nous lutterons pour une riposte massive des travailleurs aux attaques du pouvoir contre le mouvement des appelés et contre les organisations syndicales.

Serge LIVET

MANIFESTATION A STRABOURG CONTRE L'INCULPATION DES MILITANTS CFDT

Les marxistes-léninistes étaient regroupés derrière leurs propres banderoles. Les mots d'ordre réclamant la libération des soldats emprisonnés dénonçaient l'armée de guerre civile, et le danger de guerre des 2 superpuissances, et la répression contre l'offensive ouvrière.

Devant le palais du Rhin, dissolution de la manifestation à l'initiative des organisations de gauche, mais le cortège (les marxistes-léninistes) ont continué la manifestation et beaucoup de gens se sont alors regroupés derrière leurs banderoles. Le cortège a continué jusqu'à la place Kléber, où il a été dissous après une brève prise de parole.

Correspondant

au conseil des ministres : augmentation des cotisations de sécurité sociale

Pour éponger le déficit de la sécurité sociale, estimé à 10 millions pour 76, le gouvernement vient d'annoncer plusieurs mesures. La baisse de la TVA sur les produits pharmaceutiques ; les premiers bénéficiaires en seront les trusts. L'augmentation des cotisations des salariés qui entreront en vigueur dès le 1er janvier 1976, c'est une nouvelle amputation de nos salaires que veut nous imposer le pouvoir. Et la diminution des dépenses de santé ; c'est-à-dire des économies sur notre santé, car il est à prévoir que c'est dans les hôpitaux où vont les travailleurs que ces réductions de dépenses s'appliqueront.

Soins au rabais, réduction des salaires, c'est cela la politique sociale libérale avancée.

UN «IMMUNO BCG» CONTRE LE CANCER ?

Bien qu'il se défende d'avoir trouvé la médication miracle contre le cancer, le Pr Mathé a su entourer d'une bonne publicité la mise au point au centre cancérologique de Villejuif d'une forme de BCG, utilisable dans le traitement de certains cancers, en particulier la leucémie. Il faut

faire à ce sujet quelques remarques. Il y a un certain nombre de médecins généralistes avaient remarqué chez leurs malades une proportion de leucémiques bien inférieure chez les tuberculeux ou les anciens tuberculeux. Or, le BCG, n'est ni plus ni moins qu'une forme «inoffensive» de tuberculose. Mais la recherche sur le cancer, à laquelle la bourgeoisie a accordé beaucoup de publicité, s'est consacrée pendant très longtemps à la seule étude de la cellule cancéreuse, et non aux moyens de défense de l'organisme, encore moins aux causes réelles de l'ampleur des cancers. C'est là que se place la deuxième remarque : l'annonce de la mise au point de ce moyen de traitement - dont le principe est donc connu depuis plusieurs dizaines d'années - a été faite peu de temps après le colloque de Lyon sur le cancer, qui s'est tenu au mois de novembre. Or la principale conclusion de ce colloque était que les causes des cancers sont à rechercher à 80% dans la pollution

industrielle qui produit massivement des substances cancérogènes connues, les risques étant en particulier encore plus élevés pour les travailleurs de l'industrie.

Qu'un moyen opérationnel de traitement du cancer soit mis au point, c'est une bonne chose. Mais que cela ne serve pas à faire oublier la façon dont a été dirigée la recherche scientifique, et les véritables causes du cancer.

Eric BREHAT

LA CAMPAGNE DE L'UNICEF CONTRE LA FAIM DANS MONDE UNE INSULTE AUX PEUPLES QUI LUTTENT

L'UNICEF est l'organisme des Nations-Unies spécialisé dans les «problèmes de l'enfance», et à ce titre organise régulièrement des campagnes pour venir en aide «aux enfants, qui de par le monde meurent de faim». On assiste actuellement à une campagne de ce genre dans notre pays : flashes à la télévision, séquences dans les salles de cinéma, et le Bellemare de service avec ses accents pathétiques, le tout aboutissant à la conclusion habituelle : «ouvrez vos bourses, votre générosité sauvera x enfants menacés de mourir de faim...»

Et pour donner de l'impact à la campagne, on nous montre des scènes révoltantes : enfants des pays du Tiers-Monde, le ventre ballonné de famine, le corps squelettique, le regard implorant. Souvent ces images, habilement mises en parallèle avec celles d'enfants de notre pays, pour entretenir un sentiment de culpabilité, sont à peine soutenables. Ce sentiment de culpabilité, cette horreur que l'on tente ainsi de susciter, il faut les transformer en révolte, en dénonciation des causes même de cette famine qui menace toujours des millions d'hommes dans les pays du Tiers-Monde.

Aider nos frères de combat du Tiers-Monde, c'est en se débarrassant de ceux qui nous exploitent, et qui manient si bien l'hypocrisie, que nous le feront.

E.B.

MARSEILLE : ATTENTAT CONTRE LA LIBRAIRIE «LIRE»

La librairie progressiste «Lire» de Marseille a été détruite en grande partie par un incendie provoqué par des cocktails molotov. Les dégâts sont très importants : de nombreux ouvrages révolutionnaires ont été détruits, et les locaux sont gravement endommagés.

Bien que non revendiqué, cet attentat ne peut qu'émaner de groupes fascistes bien connus de la police mais jamais inquiétés, qui se livrent à des ratonnades contre les travailleurs immigrés.

Débat du Quotidien du Peuple

Jeudi 6 décembre - 20 heures
44 rue de Rennes
(métro Saint Germain)

- LE PORTUGAL APRÈS LE COUP D'ETAT DU 25 NOVEMBRE
- LES PEUPLES D'ESPAGNE FACE A LA REPRESSION DU «LIBÉRAL» JUAN CARLOS

La colère des travailleurs de la SMN

SUITE DE LA PAGE 1

Ce crime du capital survient alors que les travailleurs de différents secteurs de l'usine sont en lutte ; en effet, depuis une dizaine de jours, différents secteurs de la SMN sont entrés dans l'action par des débrayages. Ce sont le manoeuvrage, l'expédition, le TTS et le train-fil n°2. Les revendications particulières à chaque secteur, mais surtout pour l'augmentation des salaires et pour l'amélioration des conditions de travail, unifient les différents secteurs :

- 150 F pour tous,
- 5% de rattrapage,
- la 5^e semaine de congé et la 5^e équipe pour les feux continus,
- 40 H en 5 jours et la suppression du travail le samedi.

La seule réponse de la direction, c'est le lock-out donc aucun salaire depuis vendredi pour les travailleurs du train-fil n° 2, environ 300 ouvriers. Le patron a fait murer 2 hauts fourneaux et a arrêté une batterie de four à coke ! A la réunion du comité d'établissement de lundi matin, la direction menace de lock-outer la quasi-totalité de l'usine : on parle de 4 000 personnes, sous prétexte de la lutte des travailleurs de l'expédition. C'est clair : le patron veut frapper fort et empêcher que la lutte se développe à l'ensemble de l'usine.

Hier matin, les syndicats CGT et CFDT appelaient à un meeting et c'est près d'un millier de travailleurs qui sont sortis. Les discours de la CGT et de la CFDT appellent à refuser le lock-out si le patron venait à mettre ces menaces à exécution ; ils appellent à se rassembler et à exiger du travail.

Correspondant Caen

CATERPILLAR (Grenoble) les travailleurs à l'action contre sécurex



En mai 74, la direction de Caterpillar annonçait son intention d'utiliser les services de «Sécurex» pour contrôler les ouvriers en arrêt maladie, prétextant une augmentation de l'absentéisme (conséquence d'après elle des accords sur la mensualisation !)

DES CONDITIONS DE TRAVAIL FÉROCES...

Ce dont elle se gardait bien de parler, c'est des conditions de travail féroces qu'avaient à subir quotidiennement les ouvriers. A Caterpillar, c'est la chaleur aux postes à souder, aux fours, c'est le bruit des burins, des marteaux pneumatiques, celui des boulonneuses, ce sont les transports qui vont jusqu'à 3 heures pour certains travailleurs. Quant à la mensualisation, les choses sont claires : c'est un acquiescement des luttes des travailleurs de la boîte, un acquis que le patron, contraint d'accorder, cherche à récupérer par différents moyens, notamment en louant les services de Sécurex, (boîte de médecins-contrôles patronaux doublant illégalement la Sécurité Sociale). A l'époque, un premier débrayage de protestation a lieu aussitôt, tandis que les sections CGT et CFDT donnaient la

consigne de refuser les contres visites.

LES TRAVAILLEURS A L'ACTION CONTRE SECUREX

En juillet 75, deux ouvriers refusent de se laisser contrôler, la direction leur supprime alors les indemnités complémentaires. Avec les sections syndicales, une action est engagée aux Prudhommes (où le procès est fixé au 17 octobre). Dans les ateliers, une pétition circule alors contre Sécurex et recueille 700 signatures. Le 15 octobre, l'action s'amplifie et un débrayage mobilise 150 travailleurs à Grenoble et autant à Echirolles.

Un débat a alors lieu, avec un médecin du centre de santé de la Villeneuve ainsi que des cheminots. Différentes questions sont abordées. On parle de la position des médecins face à Sécurex, de ce que pourrait être une médecine au service des travailleurs. D'autres formes de contrôle patronaux sont abordées, comme celles qui se pratiquent à la SNCF. La mobilisation est grande : la direction de la boîte l'a compris et c'est alors qu'elle recule en demandant le renvoi du procès, qui est fixé maintenant au 11 décembre.

RENFORCER LA LUTTE

Mais il ne s'agit pas de s'arrêter, il faut au contraire renforcer la mobilisation. La direction, de son côté annonce qu'au cas où elle perdrait son procès, elle serait «obligée» de supprimer les accords de mensualisation. L'enjeu d'une telle lutte est d'importance : à Grenoble, ce genre de contrôle existe aussi à Raymond Bouton et à Ugine Carbone.

La section CFDT de Caterpillar ainsi que la métallurgie CFDT ont engagé une vaste campagne d'information et de mobilisation sur Grenoble.

Aujourd'hui, à Caterpillar, la combativité grandit !

Mercredi aura lieu une conférence de presse sur invitation de la section CFDT de l'usine, des médecins, de représentants de la sécurité sociale. De plus, des magistrats et avocats y participeront.

Tous le 11 décembre au tribunal des Prudhommes, quai Crequi pour soutenir les travailleurs de Caterpillar ! Caterpillar doit être condamné !

Correspondant Grenoble

en bref

Cométral (Ardèche) : non à la fermeture !

Depuis quinze jours, les ouvriers de l'usine métallurgique COMETRAL à Quitenas (Ardèche) occupent leur usine pour s'opposer à la liquidation et conserver leur emploi dans le village. Depuis plus d'un an, les patrons se sont succédés et ont, chacun à leur tour, déposé le bilan, laissant l'usine aux mains d'un syndic. A chaque fois, le travail du syndic a été d'envoyer les lettres de licenciement, comme il se doit. Comme l'on dit les travailleurs aux camarades du journal «non seulement ils nous licencient, mais le dépôt de bilan permet au patron de ne pas payer le préavis de licenciement». Mais les ouvriers sont bien décidés à conserver leur travail. L'occupation, malgré le petit nombre d'ouvriers est constante, la popularisation de la lutte a commencé à Annonay et à Romans lors du passage des CIP Bailleul ainsi que sur différentes usines de la région (Tanneries, Tissage, Soieries réunies...).

Aujourd'hui, les ouvriers luttent pour conserver leur emploi au village et pour toucher leur dernière paye, normalement versée par chèque, paye qu'ils n'ont pu retirer suite au blocage de compte entraîné par le dépôt de bilan.

Comme le rappellent la section CFDT, pour vaincre, les travailleurs n'ont pas à s'en remettre aux élus locaux. Oui, les ouvriers de COMETRAL prouvent qu'une lutte contre les licenciements doit s'engager quelque soit le nombre d'ouvriers. COMETRAL vaincra !

Corr. COMETRAL

Lip : Refusons le chantage de Neuschwander !

Chez Lip, à Besançon, le patron, Neuschwander, bien connu comme «patron de gauche» dans la région, vient récemment de licencier successivement 7 ouvriers. Tout cela, à son goût, étant encore insuffisant, il entreprend de bloquer les salaires. Ces attaques contre les travailleurs, le patron, bien sûr, leur donne une explication, à savoir que «l'absentéisme et la baisse de la productivité entraineront la vente de 100 000 montres en moins». En fait, quand il s'agit de faire payer leurs «difficultés», les patrons trouvent toujours des explications pour les faire «partager», une bonne part, d'après eux, devant revenir aux ouvriers. Mais les travailleurs de chez Lip refusent ce «cadeau» : dernièrement, ils débrayèrent. La boîte est «fragile» dit la direction de la CFDT... et bien, profitons en ! Ce qu'il nous faut, c'est 300 F pour tous, 2 000 minimum pour 40 H, la suppression des heures supplémentaires ! Refusons le chantage de Neuschwander !

correspondant LIP

Le P«C»F fait la chasse aux hospitaliers révolutionnaires

Le 3 décembre, dans le Bas-Rhin, avaient lieu les élections aux Commissions Paritaires départementales Santé. Les faux communistes du P«C»F, dans la CGT, y attachaient beaucoup d'importance, témoin ce tract adressé aux travailleurs hospitaliers, où l'on peut lire notamment cette petite phrase : «il faut faire reculer dans notre région, la neutralité bienveillante des syndicats apolitiques ainsi que la phraséologie fumeuse des gauchistes». Ce qu'ils appellent les «gauchistes», ce sont les nombreux syndicalistes révolutionnaires de la région, qui, dans les entreprises, se battent pour un syndicalisme au service des travailleurs contre ceux, qui, comme le P«C»F tentent, par le biais du syndicat CGT, de saboter les luttes des travailleurs au profit de leur projet de plus en plus moribond de replatrage du capitalisme : le «programme commun». Qu'aujourd'hui, les révisionnistes soient obligés longuement de calomnier les syndicalistes révolutionnaires montre, que dans la région, leur influence, loin de se renforcer, s'effrite tout au contraire. Et ce ne sont pas leurs piètres appels à «renforcer les Commissions Paritaires» qui permettront de faire reculer la bourgeoisie, mais bien la lutte. Décidément, les révisionnistes sont à court d'idées !

CLARK (Strasbourg)

premières victoires pour les grévistes



Les cinq derniers jours ont été marqués par des victoires importantes pour les grévistes.

Vendredi, un jugement du tribunal des référés a été rendu après la demande de la direction d'évacuation de l'usine, le verdict donne tort à la direction, le jugement est le suivant :

1^o nomination d'un expert pour se rendre sur les lieux afin de constater l'ampleur de la grève, l'état des lieux et ayant pour mission «la conciliation».

2^o condamnation de la direction Clark à payer dans un délai de 24 H, 3 000 F pour couvrir les frais de l'expertise.

3^o refus d'ordonner l'expulsion.

Samedi, les Paysans-Travailleurs d'Alsace sont venus vendre à bas prix plus de deux tonnes de légumes, ils

ont distribué un tract expliquant leur situation, c'est un pas vers la construction de l'unité ouvriers-paysans.

Dimanche, des acteurs du TNF ont joué des sketches («scènes de la vie quotidienne»). Cela contribuerait à renforcer la détermination des grévistes et à animer l'occupation.

Lundi, une assemblée générale s'est déroulée à 9 H, tout le personnel était invité les grévistes ont rappelé tout le déroulement de la grève à ceux qui jusqu'à présent, étaient restés dehors, de nombreux non-grévistes ouvriers et employés ont alors rallié l'occupation ! Le rapport de force s'établit, lentement mais sûrement, en faveur des travailleurs en lutte toujours pour : 40 H payées 43, pas de licenciement, pas de chômage, paiement des jours chômés !

Correspondant Strasbourg

Il y a un an, 42 mineurs étaient assassinés par les Houillères à Liévin, mercredi 3 décembre, c'est Sacilor qui était responsable de la mort de 3 travailleurs et le même jour sur les chantiers de Nord France à Marseille, Carlos de Freikas Castro était tué par la chute d'un contrepoids d'une grue, ce qui amenait à trois le chiffre des morts sur ce chantier en douze jours. Ce sinistre tableau, c'est celui que dresse la bourgeoisie en assassinant, en mutilant tous les jours de nombreux travailleurs. Oui, il s'agit bien d'assassinats comme l'ont montré les mineurs de Liévin par les travaux de la Commission Populaire d'Enquête, comme le scandalaient les travailleurs du bâtiment à leur dernière manifestation en reprenant tous : «les patrons en prison !».

accidents du travail "FAIRE LA VERITE C'EST PERMETTRE DE DEVELOPPER LA LUTTE"

Le cercle désigne la cheminée accidentée. Trois morts seront trouvés dans les décombres.



SACILOR rombas

Aujourd'hui, la presse bourgeoise, la télé, ont déjà fini de parler de l'accident. Une page entière dans la rubrique «Grande Région», ils ont fait un effort ! Maintenant, il faudrait qu'on oublie.

Les patrons savent qu'il y a danger, comme toujours près des hauts-fourneaux, surtout lorsqu'on allume. Et depuis 6 h, ils savaient que quelque chose n'allait pas, mais on ne prévient pas les ouvriers qui travaillent, ni même ceux qui doivent venir chercher leur casse-croûte au-dessus de la cheminée !

VOILA LE SORT QUI NOUS EST RÉSERVÉ DANS CETTE SOCIÉTÉ POURRIE...

Mais la classe ouvrière a réagi massivement : à Rombas, Gandrange et dans d'autres usines de la sidérurgie lorraine. Il y a eu Liévin, les inculpations de patrons... On est sensibilisé par les accidents. Cette mobilisation ne doit pas rester sans lendemain. Pour que ces camarades ne soient pas morts pour rien, il faut maintenant faire la vérité.

COMPTER SUR LA POLICE ET LA JUSTICE ?

Dans ce cas, on connaît les résultats d'avance ! Pourtant un tract CGT-CFDT déclare : «Ce sont des crimes et il faut trouver les vrais responsables, c'est le rôle de la police et des tribunaux». Non, ce n'est pas leur «rôle» ! Ne comptons pas sur eux ! Si nous voulons faire la vérité, venger ces crimes, c'est à nous de faire l'enquête.

Parce que les ouvriers connaissent mieux leur usine que tous les experts, les ingénieurs à la sécurité qu'on voit toujours après les accidents, jamais avant. Parce qu'on voit bien comment les tribunaux bourgeois arrivent toujours à masquer les responsabilités des capitalistes : Usinor-Dunkerque, Liévin...

FAIRE LA VÉRITÉ, C'EST PERMETTRE DE DÉVELOPPER LA LUTTE !

En déterminant exactement ce qui s'est passé, nous pourrions empêcher que demain de nouveaux assassinats se produisent à Rombas ou ailleurs. Marchais disait, dans son discours de Longwy : «Une plus grande atten-

tion doit être accordée par tous ceux qui ont la responsabilité des entreprises, à la lutte contre les accidents du travail». C'est certainement ce que Monsieur Colpin, membre du Bureau Politique de ce parti, discutait avec le patron de Sacilor en visitant les installations, il y a quelques mois, enthousiasmé par cet outil de travail moderne, paraît-il !

Une Commission d'Enquête se met en place, à l'initiative notamment du PCR (ml) :

● Pour recueillir les témoignages sur ce qui s'est passé au haut-fourneau de Rombas, mais aussi sur le mépris de la santé et de la vie des sidérurgistes, risqués tous les jours.

● Pour engager la lutte pour la sécurité : contre l'intensification du travail, pour la 5^e équipe, la limitation du travail posté, l'embauche...

Une pétition de soutien à cette initiative circule déjà pour être signée largement. Pour tous contacts, une adresse provisoire :

Quotidien du Peuple
bureau de presse régional
29, rue St Julien - Nancy

correspondant Rombas

NORD-FRANCE marseille

Témoignage d'un travailleur algérien :

« Je travaille sur ce chantier depuis un mois, avant je travaillais sur un autre chantier de Nord-France à Paris. Je suis venu à Marseille parce qu'on m'avait promis 8 à 9 h. de travail par jour, 50 à 60 F de déplacement par jour, un logement à deux dans une baraque et l'application de la sécurité comme sur le chantier de Paris. Mais en réalité, je fais de 14 à 15 h. de travail par jour et parfois plus, 20 F de déplacement et on est trois ou quatre par baraque, il n'y a aucune sécurité. Je n'ai jamais vu un chantier comme ça ! »

D'autres travailleurs algériens s'engagent dans la discussion :

QdP.- Est-ce que vous êtes obligés de travailler 14 à 15 h. par jour ?

« Si on refuse, le chef nous dit que ce n'est pas la

peine de revenir demain, alors c'est comme si on était obligé ».

QdP.- Depuis l'accident de mercredi, quelques ouvriers travaillent, vous, vous ne travaillez pas, pourquoi ? L'un d'eux répond : « Ils ont arrêté les chantiers pour la sécurité ». En effet, jeudi 4, on pouvait voir des travailleurs en train d'installer des filets de protection et quelques barrières de sécurité. Un autre répond : « Moi, j'ai travaillé depuis plus d'un mois et ils ne m'ont pas encore payé tout mon salaire, mais même s'ils m'avaient tout payé, je refuserais de travailler ».

« J'ai peur d'aller sur ce chantier où plusieurs travailleurs sont morts et beaucoup d'autres blessés, c'est trop dangereux ».

QdP.- Peux-tu expliquer comment a été tué ce travailleur algérien ?

« Tu vois les quatre fers

qui sortent du bout du pilier, il faut les serrer avec des cercles de fer pour les rapprocher et, ce jour-là, le chef s'est aperçu qu'il manquait quelques cercles pour avoir la bonne hauteur, il a obligé ce travailleur à les mettre en grimpaux au-dessus du pilier en se servant des cercles comme une échelle, arrivé en haut, ça a commencé à balancer, il a voulu descendre, mais le chef s'est mis à crier, quelques instants après, le copain se tuait en tombant ».

QdP.- Mercredi, un travailleur portugais est mort, écrasé par la chute d'un contrepoids de grue, l'autre a été grièvement blessé, comment expliquez-vous cela ?

« Ils n'ont pas été écrasés par le contrepoids de grue, c'est pas comme ça que ça s'est passé. Ils accrochaient des dalles de béton de plusieurs tonnes à une grue et lorsque la dalle a été soulevée de quelques mètres, le crochet où se rejoignent les élingues a cassé et la dalle leur est tombée dessus » dit l'un d'eux, un autre ajoute : « On ne sait pas exactement si c'est le crochet ou un boulon qui a cassé, ce qui est sûr c'est que rien n'a été vérifié ».

Un travailleur a encore été assassiné car la vérification du matériel est une trop grosse perte de temps pour les négriers de Nord-France. Ajoutons qu'aucune barrière n'interdit l'accès du chantier de la Buisserine, juste à côté, et que deux enfants ont déjà été grièvement blessés aux mains en allant s'amuser parmi les ferrailles et les décombres de toutes sortes qui envahissent le chantier. Les habitants de cette cité m'ont dit : « Depuis que le chantier a commencé en plus du bruit jour et nuit, nous sommes obligés de surveiller constamment nos gosses et de les engueuler lorsqu'ils n'obéissent pas ». « Que voulez-vous, ils ne peuvent pas comprendre que maintenant ce n'est plus la fête pinède qu'il y avait avant et où ils avaient l'habitude de s'amuser ».

Robert RIVIERE

(éléments d'enquête recueillis auprès de travailleurs algériens et auprès des habitants de la cité de la Buisserine)

feuilleton

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Il y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

DANS LES MINES LA REPRESSION EST QUOTIDIENNE

«A LA MINE, C'EST COMME A L'ARMÉE»

La répression du mineur s'exerce à travers une gigantesque hiérarchie, où chacun donne des ordres à son inférieur, de l'ingénieur à l'apprenti, en pas-

sant par le mineur, le chef de taille, le porion, le chef-porion,...

Dans le système créé, le personnel d'encadrement est intéressé par un système de primes à ce que l'équipe produise au maximum, et chaque mineur a toute une partie de son sa-



laire liée au rendement. C'est un encouragement à ce que chacun pousse l'autre à la production, y compris les mineurs entre eux. «A la mine, c'est comme à l'armée. Du sommet à la base, à chaque échelon,

les ordres pleuvent et le supérieur engueule son subordonné : c'était au café à côté de la sortie du 4 de Lens, le mineur qui disait cela mimait quelqu'un qui reçoit un ordre à gauche et tourne mécaniquement la tête pour le répercuter à droite.

Au fond, disent les mineurs, il ne se passe pas 5 minutes sans qu'on entende un petit chef, un porion ou un chef-porion engueuler les mineurs. «Ça n'arrête pas de gueuler : «Ouais, t'as pas encore fini, dépê-

che-te... Fainéants, vous êtes payés à rien foutre !... Les porions, les mineurs les appellent les «boches» ou les SS.

«Les meilleurs porions, ils sont tous partis. J'en connaissais un, il était coincé, il était pris, il disait : «on me faisait toujours passer pour un con». Il est parti, il en avait marre,» raconte un mineur au 4 de Lens.

«C'est plus question d'être copain avec les porions comme c'était possible avant. Maintenant, c'est toujours : ahue, ahue jusqu'à ce que t'en crèves...»

«L'autre jour, avec mon copain, le porion nous a traités de gauchistes parce qu'on ne se laisse pas faire... Il sait qu'on est allé à la réunion de la commission populaire...» (un mineur de la 4, janvier 1975)

C'est aux porions que revient le rôle d'attribuer les punitions aux mineurs, en collaboration avec les ingénieurs des puits. Aussi, le nombre de porions

est-il augmenté par les Houillères qui veulent s'opposer à toute révolte des mineurs.

DE PLUS EN PLUS DE PORIONS !

«Maintenant, dit Robert, 43 ans, 28 ans de fond, abatteur à la fosse 7, pour une taille qui fait 100 mètres ; il y a 2 porions, un chef de taille, et un moniteur pour 3 ouvriers ; il faut les payer ces gars-là, ils sont derrière nous pour toujours nous pousser, ils nous empêchent même de nous reposer 5 minutes, toutes les heures comme c'est réglementaire et on n'arrête plus le robot quand on fait briquet si bien qu'on mange de la poussière à tour de rôle... Mais, chez nous aussi, ça commence à discuter au fond, le porion veut l'avancement, nous on veut la sécurité. Dans mon équipe, on commence à nouveau à être unis comme avant, où quand le porion voulait en punir un, on répondait tous ».

Dimanche soir sur TF 1

L'homme qui tua Liberty Valance

Dimanche soir, TF 1 a diffusé un western de John Ford : «l'homme qui tua Liberty Valance». Quel est le scénario ? Le sénateur Ransom Stoddard vient dans l'Ouest avec sa femme Alice pour assister aux funérailles d'un ami Tom Doniphon. La presse locale l'interroge. Qu'est-ce qui motive un pareil déplacement ? Ransom Stoddard (James Stewart) doit s'expliquer. Un long flash-back commence. Stoddard, une vingtaine d'années plus tôt est venu dans l'Ouest. A cette époque, pour tout bagage, il a son code et son diplôme d'avocat. Sa première rencontre avec le pays se fait au cours d'une attaque. Liberty Valance (Lee Marvin) le roue de coups et lui prend son maigre pécule. Recueilli par Doniphon (John Wayne), son premier souci est de se venger, de procéder avec le shérif à l'arrestation du gangster. Tout le monde rit de lui. A commencer par Doniphon. Faut-il abattre Liberty Valance ? Tous les habitants de la contrée se rangent sur cet avis. Stoddard se débat. Où suis-je tombé ?

Il y a des lois, il faut les appliquer, il faut en finir avec le règne de la force expéditive. Le pistolet n'est pas la solution !

Le sujet est posé. Le nouveau venu, le naïf, va-t-il se ranger au côté de Wayne ? On s'aperçoit vite qu'il ne s'agit pas d'une querelle de personnes, d'une lutte entre un «pied-tendre» et un «dur», mais d'une bataille entre deux conceptions. Le film remet en scène un vieux thème du western américain : légalisme ou justice directe ?

Il va sans dire que le débat ne concerne pas du tout les «méthodes» à employer face aux Indiens et aux Mexicains. Cette production ne correspond pas au type de films que Ford a réalisés. Pas de grands espaces, ni des chevauchées «fantastiques» que Ford fut le premier à tourner en extérieur. Ce film est réalisé entièrement en studio. Ce n'est pas finalement un grand western mode Hollywood.

Rapidement, Ford fait éclater le cercle Stoddard/Doniphon/Valance : les conceptions divergentes

des deux justiciers sont portées au niveau d'une lutte politique qui anime toute la population de la région. Elle est divisée en petits et gros fermiers qui s'affrontent. On apprend que Valance est plus ou moins à leur service, qu'il est chargé surtout, en faisant régner la terreur, de faire échec aux aspirations des petits propriétaires qui, à l'approche des élections remettent en cause la domination des grands éleveurs pour demander le rattachement complet à la juridiction de l'Etat fédéral. Stoddard devient leur porte-parole. Parce qu'il s'est fait l'apôtre du légalisme, les fermiers l'ont choisi. Ford, grâce à l'habileté qu'il met en œuvre dans le montage de son scénario, arrive à faire converger de façon subtile la question de l'ordre et les différentes manières d'y parvenir, avec celle du rattachement au système fédéral. Ce rattachement, dans le film, est synonyme de paix, cela veut dire la fin du terrorisme.

Toute la fin du film montre la consécration de Stoddard : il est élu représentant de la région au

Congrès et devient le gouverneur du nouvel Etat qui est alors créé. Est-ce aussi simple que cela ? La veille de son élection, Valance l'a provoqué en duel au revolver. Stoddard l'a tué, ce qui n'a fait qu'accroître sa popularité. Mais, coup de théâtre, on apprend qu'il n'est pas l'auteur du coup de feu fatal au gangster. Pour libérer Stoddard qui, plein de remords, refuse son élection, Doniphon avoue que c'est lui «l'homme qui tua Liberty Valance». «Je me retire maintenant» déclare Wayne. En fait c'est une passion de pouvoir qu'il effectue. C'est là toute la subtilité du film : si Ford prend cause pour le légalisme, il ne manque pas de souligner au passage qu'il n'a été possible que grâce aux justiciers, à ceux qui ont déblayé le terrain. En fait dans toute la fin du western, on assiste à la scène suivante : le légaliste qui salue le justicier. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que le sénateur est venu assister à l'enterrement de celui avec qui il n'était pas d'accord. Le dernier plan du film le dit : quelle est la cause du succès électoral

de Stoddard ! «On ne refuse rien à l'homme qui tua Liberty Valance» déclare l'employé du chemin de fer au sénateur.

Si Ford en 1961, alors qu'il avait déjà réalisé plus de 150 films, a pris la peine de reprendre un thème que le western américain avait retourné depuis longtemps, ce n'est pas qu'il était à cours d'idées. En 61, la question des rapports entre juridictions fédérales et locales s'est particulièrement exacerbée. Kennedy venait de faire adopter au sénat la loi sur la «déségrégation» raciale qui notamment visait à mélanger enfants noirs et enfants blancs dans les écoles. La plupart des Etats du Sud rentraient à cette occasion en contradiction avec le régime fédéral et posaient de nouveau le problème de leur autorité en temps qu'Etats.

C'est dans ce contexte qu'il faut resituer le film de Ford, comme une prise de position au sein d'une querelle de la bourgeoisie américaine.

Claude Villard

histoire du mouvement ouvrier

décembre 1970 : Tempête révolutionnaire en Pologne



décembre 70 : le quartier général de la police attaqué par les travailleurs polonais

A l'occasion du congrès du «parti ouvrier unifié polonais», le premier secrétaire, Edouard Gierek, a confirmé «les difficultés concernant l'approvisionnement du marché en certains produits, et surtout en viande». Il a annoncé «l'application d'une politique souple des prix», indiquant par là, en fait, que des augmentations allaient certainement se produire. Voilà cinq ans que les prix étaient - officiellement du moins - bloqués en Pologne. En effet, en décembre 1970, c'est justement une hausse brutale des prix des produits de première nécessité qui avait provoqué une flambée de colère dans les villes ouvrières de Szczecin et Gdansk. Après avoir, hier, évoqué cette lutte et ses causes, le Quotidien du Peuple poursuit aujourd'hui son enquête sur la Pologne.

UN PAYS DÉPENDANT

Au rétablissement de secteurs entiers d'économie capitaliste, s'ajoutait la pénétration de capitaux occidentaux, américains et français entre autre. Et surtout, la dépendance de plus en plus grande de la Pologne par rapport à l'URSS. Krouchtchev puis Brejnev transformaient la Pologne comme l'ensemble des pays de l'Est en véritable colonie : exportation soviétique massive de produits miniers, de machine et de biens d'équipement (68% en 1966) si bien que la production minière baissait de moitié entre 1950 et 1966 et que le développement de l'industrie polonaise était gravement compromis.

D'ailleurs dès l'éclatement de la révolte, les soviétiques

massaient des chars aux frontières de la Pologne. Leur domination coloniale était directement menacée par les mouvements grévistes et en URSS même, à Rostov, à Leningrad, à Minsk des grèves et des mouvements de solidarité se déclenchaient. En février 71, les soviétiques débloquent 100 millions de dollars pour aider Gierek à tenter d'endiguer la colère toujours renaissante en supprimant les augmentations de prix.

UN IMMENSE ESPOIR POUR LES PEUPLES DES PAYS DE L'EST

En obtenant la chute de Gomulka, les ouvriers polonais remportaient une grande victoire contre un dirigeant révisionniste et sa suite.

Ecarté et emprisonné sous le pouvoir socialiste parce qu'il s'opposait à la collectivisation des terres, Gomulka avait été remis en selle par les émeutes contre-révolutionnaires de 1956 et s'était employé immédiatement à restaurer le capitalisme, ouvrir le pays aux capitalistes occidentaux, obéir aux maîtres du Kremlin. Mais Gierek n'allait rien changer. La pénétration du capitalisme occidental se renforce : accords économiques avec les Etats Unis, la France, l'Allemagne de l'Ouest, les importations des pays occidentaux augmentent de plus de 60%. La soumission à l'URSS se maintient : par exemple, 90% du pétrole consommé vient de l'URSS, ce qui livre la Pologne pieds et poings liés à l'URSS quand

celle-ci décide arbitrairement de doubler le prix de son pétrole. Le développement du secteur privé s'accroît : 7 000 entreprises industrielles privées, 100 000 entreprises artisanales, 7 000 agences privées, trafiquant de main d'œuvre. C'est à coups de démagogie que Gierek s'installe et se maintient au pouvoir : il mise à fond sur son passé d'ancien mineur, il se déplace personnellement tous les mois à Szczecin «écouter» les ouvriers et tous les journaux reproduisent aussitôt la photo de cette crapule baisant la main d'une ouvrière triée sur le volet. Les révoltes de Gdansk et de Szczecin ont montré la prise de conscience du prolétariat de Pologne. Deux ans après l'invasion armée de la Tchécoslovaquie, les ouvriers

polonais savaient ce qu'ils affrontaient en engageant la lutte contre une clique révisionniste qui avait participé à l'agression contre le peuple tchécoslovaque. Les 45 morts de décembre, assassinés par les tanks des révisionnistes ne sont pas morts pour rien. Un immense espoir est né chez tous les peuples des pays opprimés par le révisionnisme. La lutte est possible contre ceux qui ont renié le socialisme et qui envoient les blindés contre le prolétariat. Cette lutte ne passe pas par le changement d'une clique au pouvoir mais par la destitution du pouvoir révisionniste. Les révoltes de décembre ont montré la voie à suivre pour la victoire totale - celle de la Révolution Proletarienne armée -

Joëlle FECLAZ

programme

MERCREDI 10 DÉCEMBRE

TF 1

- 13 h 35 - LES VISITEURS DU MERCREDI
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - REINEFEUILLE
- 18 h 55 - L'ILE AUX ENFANTS
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - «LA MAISON DES RENARDS» de R. Thomas
- 21 h 50 - RECHERCHE D'UN HOMME
- 22 h 40 - JOURNAL

A 2

- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - MANNIX
- 21 h 30 - C'EST-A-DIRE*
- 23 h 00 - JOURNAL

FR 3

- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - JOURNAL
- 20 h 30 - «LE ROUGE ET LE NOIR» - film de C. Autant-Lara (1954)
- 22 h 15 - JOURNAL

JEUDI 11 DÉCEMBRE

TF 1

- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SPÉCIALE : le bicentenaire des Etats-Unis
- 22 h 55 - ALLONS AU CINEMA
- 23 h 25 - JOURNAL

A 2

- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - «LES VIOLONS DU BAL» - film de Michel Drach (1973)
- 22 h 15 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE
- 23 h 00 - JOURNAL

FR 3

- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - JOURNAL
- 20 h 00 - ALTITUDE 10 000
- 20 h 30 - «LES PROIES» film de Don Siegel (1971)
- 22 h 15 - JOURNAL

*Ce soir Marchais est invité à «C'est-à-dire». Le principe de l'émission est de traiter à chaud de l'actualité. Elle sera sans doute centrée sur les soldats. Un «grand témoin» donne son opinion, commente, après qu'on lui ait présenté une série de sondages qui doivent en principe refléter l'image qu'ont de lui tous les français. Marchais va donc se prêter à ce petit jeu, c'est une publicité gratuite.

Beaucoup plus intéressant «Tous les jours de ma vie». Contrairement à ce qu'annonce le programme officiel que nous diffusons, il est possible que le film «tous les jours de ma vie», dont la diffusion avait été annulée la semaine dernière, soit reporté le mercredi soir.

Ce film s'attaque à une question intéressante. Il pose le problème des rapports malades médecins.

C'est une question qui, dans la société capitaliste se pose pour tous les travailleurs qui connaissent la façon dont le système médical les traite lorsqu'ils ont affaire à lui.

international

**dans les camps bombardés
'ILS SONT VENUS POUR TUER'**

INTERVIEW DU DOCTEUR BERNARD MORIN suite de la une

Le camp de Beddaoui est un camp qui regroupe à peu près 12 000 habitants. Ce qui nous a frappé lorsque nous sommes entrés dans le camp c'est que les structures des bâtiments ont été en gros conservées, qu'il n'y avait pas d'effondrement. Mais quand on pénètre dans les foyers qui sont des foyers de travailleurs, on constate alors dans de nombreuses maisons, on constate parfois au plafond, parfois dans les murs des orifices d'une taille de 20 à 25 cm. C'est l'orifice de pénétration d'engins anti personnels c'est-à-dire qui éclatent à l'intérieur de la pièce en libérant un très grand nombre de fragments qui vont tuer les gens qui s'y trouvent. Ce qui nous a frappé, c'est ce type de bombardements qui a été réalisé, c'est la proportion considérable, on peut dire de la grande majorité d'enfants de vieillards et de femmes qui ont été tués ou blessés.

En effet, la grande majorité des hommes travaillent à Tripoli ou dans les environs mais elle n'est pas là.

UNE VRAIE PALESTINIENNE

Des cas dramatiques, on voit des choses très pénibles. On voit des cartables d'enfants ensanglantés, on voit dans une cour un bout de cerveau d'une gosse de 12 ans qui a été tuée. On a vu une

femme qui avait perdu cinq membres de sa famille. Son fils, sa fille, son petit fils, son frère et cette femme était là, elle était digne, elle ne se plaignait pas, elle était debout et les autres disaient c'est une vraie femme palestinienne. Elle m'a dit moi j'ai le fusil de mon fils, mon petit fils, plus tard, quand il sera grand, eh bien, je lui donnerai le fusil. Il se battra aussi parce qu'il faut se battre parce qu'on nous attaque.

Dans le camp de Beddaoui, il y a eu officiellement 45 blessés. Dans le camp voisin, El Bahret, 15 000 personnes, il y a deux types de bombes, des bombes à fragmentation anti-personnelles comme dans le camp précédent et il y a aussi des grosses bombes qui ont creusé des entonnoirs gigantesques et qui ont effondré des maisons, en particulier, il y a des maisons libanaises qui ont été complètement détruites. Dans ce camp, il y a eu 100 morts et 55 blessés. Tout cela étant des chiffres minimum qui sont des chiffres qui n'affectent que les Palestiniens et qui ne tiennent pas compte des pertes de Syriens et Libanais qui habitent dans la région. (dans les hôpitaux, nous avons fait les mêmes constatations en voyant les blessés).

Au total, une population civile, essentiellement, à l'heure du bombardement, de femmes et d'enfants et de vieillards. Les avions sont arrivés très rapidement, il n'y a pas eu d'alerte. Ils sont venus pour tuer des civils et ils les ont tués comme de cette façon en jetant des bombes anti-personnelles. Beddaoui et El Bahret sont à 200 km de la frontière israélienne. Ce sont des bombardements de civils. Ce ne sont pas des bases d'entraînement. Les bases ne sont pas là. Ils ont un fusil parce qu'il faut se défendre, qu'il peut y avoir une attaque israélienne, mais les camps d'entraînement ne sont pas là.

QdP : Avez-vous rencontré des Libanais ? Quelle était leur attitude à l'égard des Palestiniens ?

Dr Morin : Les Palestiniens jouissent d'une grande estime dans le peuple libanais. Nous l'avons constaté à plusieurs reprises. A l'université arabe, de Beyrouth, ils ont organisé en 48 heures, un hôpital, pour traiter non seulement les Palestiniens mais également les Libanais. Ils ont également créé des dispensaires pour la

population palestinienne et libanaise.

Ils ont fait ça parce que l'hôpital Jérusalem qui était tenu par eux a été détruit par les phalanges, qui ont mis le feu, tué les gens, emmené des otages. En 48 heures, ils ont mis sur pied cet hôpital pour faire face aux besoins.

QdP : Quels sont les besoins de l'Association Médicale Franco-Palestinienne pour aider le peuple palestinien ?

Dr Morin : Vous savez qu'on a prévu de construire l'hôpital Mahmoud Hamchari, le leader palestinien qui a été assassiné par les sionistes à Paris. Actuellement, les fondations sont faites, les plans sont achevés et la construction va commencer. On a réalisé le 10^e de la somme et il faut maintenant que les dons affluent pour permettre aux Palestiniens de construire cet hôpital. Il peut également y avoir des dons en antibiotiques, matériel chirurgical ; mais surtout il faut verser des dons en argent au compte de l'association.

recueilli par G. CARRAT

L'Association appelle à poursuivre et à multiplier les envois de dons pour la construction de l'hôpital Mahmoud Hamchari CCP 34 521 83 LA SOURCE

**Espagne :
la police de Juan Carlos**

Hier, la police était dans les rues de Madrid : canon à eau, armes automatiques en batterie, la police à cheval et les brigades anti-émeutes s'en prirent à deux manifestations du parti socialiste, qui voulaient fêter le 50^e anniversaire de leur fondateur. Au moins, douze personnes ont été arrêtées. Ceux qui espéraient que la mise en scène du couronnement du roi mettait un terme au franquisme voient de jour en jour, leurs illusions se dissoudre sous les coups de la police franquiste.

Aujourd'hui, ce sont les masses qui posent la question de l'après franquisme, qui veulent ardemment en finir du régime sanglant : jeudi, les commissions ouvrières ont prévu une grève de 24 heures, dans toute l'Espagne l'agitation grandit contre les diminutions de salaires et pour la libération de tous les prisonniers politiques.

A l'heure où les peuples d'Espagne engagent des luttes importantes contre les successeurs de Franco, Poniatowski et Lecanuet s'apprentent à livrer à la police espagnole, Astrudillo, militant anti-franquiste, qui risque la peine de mort, s'il rentre en Espagne. Il y a quelques semaines, c'était un camarade du FRAP qui connaissait le même sort. Là aussi, il y a continuité de la collaboration de la police française et de la police franquiste. Nous ne les laisserons pas faire impunément.

**Timor :
chasse aux patriotes**

La radio de Dili, capitale de Timor oriental, envahie par le régime fasciste indonésien, appelle hystériquement à pourchasser les « communistes, c'est-à-dire les partisans du FRETILIN (Front de Libération de Timor) qui avait pris le pouvoir à la suite de la déconfiture du colonialisme portugais. Cependant qu'une répression sanglante s'abat dans la capitale, un émetteur du Front, installé dans les montagnes, appelle le peuple à la résistance. Le régime indonésien, soumis à l'impérialisme US, n'a pas voulu tolérer l'installation à sa porte d'un régime authentiquement indépendant, dangereux exemple dans la région, mais la lutte du peuple de Timor-Est contre l'invasion ne fera que compliquer sa tâche de répression à l'intérieur de ses propres frontières.

A Pékin, la presse chinoise a énergiquement condamné l'acte d'agression indonésien.

Giscard en Egypte

A l'occasion du voyage qu'il fait actuellement en Egypte, Giscard d'Estaing a donné une interview dans laquelle il a confirmé que «des projets militaires franco-égyptiens sont actuellement en cours de discussion entre les deux pays». Ainsi, la France souhaite ajouter le trafic d'armes au fructueux commerce auquel elle se livre déjà avec l'égypte, dont elle est le troisième fournisseur mondial. Il a par ailleurs affirmé : «Nous aurons à rechercher les moyens de régler un certain nombre de solutions». Point de vue bien vague sur la situation au Moyen Orient, et qui correspond à la capacité d'intervention de l'impérialisme français dans la région : celui-ci n'est plus guère en mesure que de faire des affaires à l'ombre des deux super-puissances. On le voit bien aujourd'hui, après l'échec lamentable de la prétendue mission de conciliation de Couve de Murville au Liban.

COMMUNIQUÉ DE LA LIBRAIRIE ARABE
2 rue Saint Victor - 75005 PARIS

(EXTRAITS)

Le mercredi 3 décembre 1975 à 17 h 25, un commando organisé faisait irruption dans la librairie Arabe, 2 rue Saint Victor. Masqués et matraques aux poings, les quinze nervis s'acharnèrent sur les livres et disques exposés dans le magasin. Ils se livrèrent à un saccage systématique de tous les livres et disques traitant de la révolution palestinienne et du racisme en Israël.

La gérante et le vendeur, sérieusement molestés, ont essuyé des insultes et menaces dans des termes qui rappellent curieusement les grossièretés chères aux sionistes originaires d'Afrique du Nord.

Réunion publique
à l'appel du Comité Oman
avec l'Union des Etudiants Iraniens en France

Maison d'Italie (Cité Universitaire)
Bd Jourdan
10 décembre - 20 h 30



**Naplouse :
des milliers de manifestants
face à l'armée israélienne**

Des manifestations populaires de grande ampleur se sont déroulées à Naplouse, dans les territoires occupés depuis 1967, par l'Etat sioniste : la troupe a fait usage de ses armes pour disperser mille jeunes Palestiniens qui protestaient contre l'oppression sioniste. Une heure durant, les coups de feu ont retenti, les troupes de répression, affolées de ne pas parvenir à disperser les manifestants, ont été vues bourrant de coups de pied et de coups de matraques des hommes jetés à terre ; poursuivant la population, femmes et enfants compris, dans les rues de la ville. Ces scènes se sont prolongées trois heures durant, et signe évident de la sauvagerie de la répression, l'armée sioniste a empêché les journalistes présents de faire leur métier. A l'issue des événements, une fumée noire s'élevait au-dessus de la ville. Selon certaines informations, ces manifestations seraient dues à la tentative d'installation de «cofons sauvages» (disposant en fait du soutien du pouvoir) dans la région de Naplouse, à Sebastia.

Mais en réalité, le mouvement de masse anti-sioniste de la population de la ville n'a cessé de se poursuivre depuis un mois, depuis la date anniversaire du premier discours de Yasser Arafat devant l'Assemblée Générale de l'ONU. Un député à la chambre sioniste s'est déclaré inquiet des risques que ce mouvement s'étende dans les prochains jours aux territoires occupés depuis 1948 : preuve évidente que le peuple palestinien est un, et que son objectif fondamental restera toujours la libération de toute la Palestine.

**Liban :
les combats continuent
plus
de 100 morts**

A Beyrouth, les combats continuent. Depuis lundi, les forces progressistes libanaises ont déclenché la riposte sur les quartiers contrôlés par les phalangistes à Beyrouth. Ils ont réussi à contrôler le quartier de Starco où se déroulent actuellement les combats. Les forces progressistes veulent obliger les phalangistes à quitter d'autres quartiers qu'ils contrôlent, par exemple le quartier de Saydé ; les pertes humaines chez les phalangistes s'élèvent à présent à plus de 100 tués et un grand nombre de blessés.

L'attaque des forces progressistes contre les phalangistes est une riposte au massacre de samedi dernier perpétré par les phalanges contre la population à la Place des Martyrs. A un moment où les gens se trouvaient sur cette Place, qui est un centre commercial, les phalanges font irruption vers midi, placent des barricades et commencent à arrêter les gens suivant leurs cartes d'identité : une centaine de Libanais musulmans, Syriens et Palestiniens sont arrêtés et massacrés froidement.

Les forces progressistes demandent d'organiser une journée de deuil national en hommage aux

martyrs du samedi. Ils boycottent aussi le Comité du dialogue national jusqu'à ce que les responsables du massacre soient arrêtés et livrés à l'Etat libanais.

Le massacre de samedi montre la division qui s'opère parmi les phalangistes. Alors que Gemayel accepte la thèse française et rencontre le président syrien pour essayer de régler le conflit au Liban, son fils, Bachir Gemayel, qui contrôle une grande partie des milices phalangistes est acquis plutôt aux thèses américaines, qui veulent que les combats continuent pour servir les intérêts des Américains, et c'est dans ce but que le massacre de samedi a été organisé.

Alors que les phalanges relancent les combats à Beyrouth pour diviser la population libanaise, les sionistes concentrent leur armée au Nord de la Palestine, préparant une attaque contre le Sud du Liban, dans le cas où les phalangistes seraient en position de faiblesse. On voit bien là les liens étroits entre les sionistes et les phalangistes, intervenant à tour de rôle pour tirer sur le peuple libanais, cherchant à l'empêcher de manifester sa solidarité au peuple palestinien.
Yomna el Kalil